

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 302  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
14 au 27 déc. 1979

## Si tu veux la paix du monde prépare la guerre de classe

Lorsqu'il y a trente-cinq ans, les armées alliées se trouvaient face à face sur les ruines sanglantes de l'Allemagne anéantie, nous pensions que l'issue ainsi donnée à la gigantesque crise du capitalisme apportait bien une « solution » momentanée : le nouveau partage du monde entre impérialismes vainqueurs devait permettre un nouveau cycle d'accumulation forcée du capital et le renforce-

ment des Etats capitalistes sous le masque hypocrite de la démocratie. Mais ce nouvel ordre impérialiste, qu'à elle seule la formidable vague révolutionnaire anticoloniale ne pouvait parvenir à détruire, serait nécessairement remis en question par une nouvelle crise capitaliste mondiale. Personne ne peut douter aujourd'hui que celle-ci a commencé.

Une question surgit immédiatement : la guerre est-elle évitable ? Une armada d'idéologues vendus à l'Est et à l'Ouest répond : oui, à condition de maintenir l'« équilibre des forces ».

Du côté du soi-disant « monde libre », le refrain donne ceci : le « communisme » — entendez l'Etat russe — est nécessairement expansionniste (tout Etat capitaliste l'est assurément !). Donc la seule manière de le faire renoncer à ses ambitions, ou du moins de les limiter, est d'être plus fort que lui. « Nous ne réarmons pas », viennent de proclamer les sociaux-démocrates allemands en acceptant l'installation des nouveaux missiles américains en RFA : cette installation « ne sera qu'une réponse au défi soviétique » !

Du côté du faux « socialisme » russe, la rengaine devient ceci : l'impérialisme — des autres ! — est nécessairement agressif. Donc la seule manière de le faire renoncer à utiliser sa puissance, ou du moins de le faire réfléchir, est d'être plus fort que lui. L'installation de fusées SS-20

pointées sur l'Europe n'est évidemment qu'une mesure destinée à « assurer l'équilibre des forces » sur ce continent. Et, naturellement, en installant ses fusées Pershing 2 au même endroit, l'OTAN créerait une « rupture d'équilibre » qui détruirait « les bases de la négociation » et donc, la paix !

En doctrine, par conséquent, tout le monde est d'accord : le danger, c'est l'autre ! La paix est fondée sur l'« équilibre des forces », rebaptisé, dans les termes délicats à la mode en cette ère thermonucléaire, « équilibre de la terreur ». Il n'y a là, en réalité, qu'une justification de la folle course aux armements qui pèse sur les épaules de la classe ouvrière. Et ces amoncellements d'armes redoutables devront servir inéluctablement pour, rétablir par la guerre l'équilibre entre la puissance économique des différents Etats et leur puissance politique, que la marche chaotique du capital détruit nécessairement avec la rigueur cyclique des phénomènes naturels.

### DANS CE NUMERO

- Espace répressif européen
- Italie : Offensive patronale et réformiste.
- Fiat : du chantage syndical à la résistance ouvrière
- CCI ou la phobie de l'autorité (2)

Le prolétariat ne peut donc nourrir qu'un solide mépris pour qui prétend opposer à la guerre une « résistance passive ». De telles élucubrations végétariennes, suppurant d'une société dominée par de sordides intérêts en conflit permanent, n'ont d'autre fonction que de stériliser toute violence sociale et de paralyser ainsi les réactions fécondes aux mobilisations

(suite page 2)

## Prud'hommes Des élections pour dévoyer la lutte

A en croire les syndicats et surtout la CFDT, qui se vante d'avoir arraché la réforme de janvier 79, les élections prud'homales du 12, élargies à des secteurs et catégories nouvelles, seraient d'une importance considérable pour les travailleurs, une occasion d'affirmer la puissance de leur « protestation contre les conditions de travail et de vie », une « bataille au cœur de l'action revendicative » (Le Peuple, 1-15 octobre 79).

Les conseils de prud'hommes, institution des corporations d'Ancien Régime reconstituée en France sous le premier Empire, changèrent profondément de caractère lorsque fut introduite, en mai 1848, la représentation paritaire des patrons et des ouvriers, et l'élection des conseillers au suffrage universel. Ils sont devenus, selon les termes de la loi de 1907, des tribunaux spécialisés dans les « différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage de service ». Principalement les différends sur des questions de salaire, d'application des conventions collectives et, plus fréquemment encore, des conditions de licenciement.

Dans un article de 1899 (1), Lénine recensait les avantages de cet organisme, surtout par rapport aux tribunaux classiques et aux

(suite page 4)

(1) A propos des conseils de prud'hommes, Œuvres, tome IV, pp. 306-319.

### Espace répressif européen

Divisés au sujet des vins italiens, des porcs allemands ou des moutons anglais, les Neuf ressoudent leurs rangs quand il s'agit de l'essentiel : leurs intérêts de classe par-delà les barrières nationales.

En marge de la réunion de Dublin officiellement consacrée à d'autres problèmes, les 9 viennent de signer une convention contre le terrorisme que le Monde du 6 décembre qualifie de « nouvelle étape » dans la mise en place d'un système répressif européen. Il existait jusqu'à présent, explique le Monde, une tradition selon laquelle les Etats n'extradaient pas les étrangers qui avaient trouvé refuge sur leur territoire lorsque ceux-ci avaient agi dans un but politique. Le but de la convention de Dublin (et de celle de Strasbourg de janvier 77) est, comme l'ont déjà prouvé en France les extraditions de Croissant, Piperno et Pace, de tirer un trait sur cette tradition. Pour cela il suffit de dénier tout caractère politique à des actes considérés jusqu'ici comme politiques, et de les classer dans la catégorie qui relève du droit commun. Simple jeu d'écriture. Plus d'acte politique, plus d'obstacle à l'extradition et à l'harmonisation des procédures répressives à l'échelle européenne. C'est ainsi qu'est dénié tout caractère politique aux détournements d'avion, aux prises d'otages et, formule admirable par l'ampleur des interprétations qu'elle autorise, aux actes « graves » contre les biens, lorsqu'ils créent « un danger collectif contre les personnes ». Autrement dit tout est droit commun.

Et il est inévitable qu'il en soit ainsi. Au fur et à mesure que la lutte de classe se précise, les distinguos juridiques disparaissent pour laisser la place à la réalité non masquée d'un système répressif bourgeois se préparant à affronter par tous les moyens le danger prolétarien qui le menacera dans son existence même.

## Offensive patronale et réformiste contre la classe ouvrière en Italie

Pris entre une nouvelle vague inflationniste et un nouveau cycle de récession caractérisé par le ralentissement du taux de croissance de la production et l'augmentation aggravée du chômage, le monde capitaliste tout entier adresse aujourd'hui pour la classe ouvrière une sévère semonce. Le coût du travail est trop élevé, il faut le réduire ; les dépenses publiques, en particulier celles de la Sécurité sociale, ont atteint un niveau intolérable, il faut les amputer ; le travailleur moderne, surtout le jeune, a la consommation facile, il faut qu'il consomme moins ; la productivité tend à baisser et l'absen-

téisme à monter : il faut relancer la première et combattre la seconde. Toutes ces raisons expliquent les maux dont souffre cet incomparable bien commun qu'est l'économie nationale : il faut de la discipline, à l'usine comme hors de l'usine, à la chaîne comme à la table familiale, de jour comme de nuit. D'ailleurs, les événements de la politique internationale imposent toujours plus de se préparer à la discipline de la caserne — dont celle de l'usine est la meilleure préparation — et, enfin, à celle de la tranchée.

Ce discours est universel, mais il prend évidemment une allure plus dramatique à mesure que l'on avance dans la crise. Ce n'est donc pas par hasard que la rentrée de l'automne s'est manifestée, en Italie, non seulement par une augmentation vertigineuse des prix et du nombre des chômeurs, mais par une avalanche de recommandations d'abord, de coups de bâton ensuite, sur le dos de la classe ouvrière. Ceci non pas tant sur le terrain de la réduction du salaire, qui est déjà amputé au maximum (bien qu'insuffisamment selon ces messieurs), que sur celui du licenciement de la main-d'œuvre « excédentaire » et de la mise en jugement des ouvriers « indisciplinés », indolents, rétifs et enclins — à tort évidemment — à la violence. Aujourd'hui, d'ailleurs, il n'en faut pas beaucoup pour être taxé de « violent » et de « terroriste » ! C'est ainsi que si Olivetti se prépare à « dégraisser » de 4.500 ouvriers une entreprise où le patron faisait figure autrefois de « patron social », Fiat commence à se débarrasser d'un premier lot de « violents » : les grands de l'industrie donnent le la de la nouvelle campagne d'austérité.

Problème difficile à résoudre, il faut le reconnaître, pour le patronat comme pour les laquais réformistes du capitalisme. Il est sûr que le raisonnement d'Amendola dans son article désormais « historique » de *Rinascita* (cf. le Prolétaire, n° 301) et son discours au Comité Central du PC italien reflète, poussé jusqu'à ses conséquences logiques, la « philosophie » des bourgeois. On ne peut, dit cette admirable sagesse, vouloir sauver la patrie au bord du gouffre et, en même temps, défendre un salaire qui est « supérieur, dans les secteurs de l'économie protégée et assistée, à la dévaluation de la lire », et un coût du travail qui a augmenté « parallèlement à la réduction de la productivité ». On ne peut demander davantage d'investissements et, en même temps, refuser les licenciements. On ne peut réclamer « tout (l'augmentation des dépenses publiques) et le contraire de tout (la réduction des impôts, le blocage des tarifs publics) ». On ne peut vouloir une meilleure compétitivité sur le marché mondial et, en même temps, une « conflictualité » sans limites. On ne peut à la fois exalter la « qualification » et pratiquer un « égalitarisme exa-

cerbé ». On ne peut à la fois accepter l'évangile démocratique et pratiquer la lutte des classes.

Dans cette optique, on ne peut pas même concevoir « l'existence d'une différence entre l'objectif du socialisme et la sauvegarde de la patrie » (« on ne construit pas le socialisme sur les ruines d'un pays » ou, comme le disaient nos grands-pères « on ne socialise pas la misère »). La seule façon sérieuse de « préparer le socialisme » est d'administrer, le plus honnêtement, rigoureusement et efficacement possible l'appareil productif capitaliste, en évitant comme la peste toute velléité révolutionnaire et en suivant fermement la voie du ministérialisme.

Le malheur c'est qu'un réformisme qui se contente de parler le langage des patrons renonce par là-même à remplir sa fonction historique. Convaincre les prolétaires de renoncer à la lutte pour la révolution en échange de miettes microscopiques et hypothétiques, et d'accepter les sacrifices dans la perspective d'une « transformation graduelle mais véritable de la société » (Luciano Lama, (suite page 2)

## La tragédie irlandaise

« Rien que cette année [1979], 100 personnes ont été tuées par balle, bombes et engins piégés, un chiffre bien supérieur par conséquent au total de 81 tués pour toute l'année 1978. En août de cette année, 26 membres des forces de sécurité, policiers et soldats britanniques ont été tués.

« C'est un chiffre de mortalité terrible pour la petite Irlande du Nord dont la population s'élève à 1,6 millions d'habitants — un tiers de catholiques et deux tiers de protestants. Rapporté à l'échelle américaine, ce chiffre des tués s'élèverait pour les dix dernières années à 273.000 et celui des blessés à 2,3 millions.

« Selon le même raisonnement, il y aurait eu aux Etats-Unis 3,7 millions d'échanges de coups de feu et 900.000 attentats à la bombe dans les dix dernières années. A peu près 2,1 millions de soldats réguliers, 959.000 policiers et 960.000 réservistes auraient tenté de venir à bout du soulèvement. »

Voici le tableau que trace la revue américaine US News and World Report du 12 novembre 1979 de la situation en Irlande. Un vrai tableau d'occupation militaire.

### Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 21

(10 novembre 1979) de

### il programma comunista

- Ricordati delle due guerre imperialistiche!
- Rapporto alla riunione sindacale di partito in Italia.
- Situazione internazionale: Crisi economica e crisi finanziaria.
- Il lungo calvario della trasformazione dei contadini palestinesi in proletari (2).
- Droga: le riforme dei borghesi e i falsi partiti operai di fronte al fenomeno della droga.
- Recensioni: I peggiori servizi a Trotsky li rendono i trotskisti.
- Vita di Partito: Riunioni e conferenze pubbliche.

# Si tu veux la paix...

(suite de la page 1)

bellicistes. Les tenants de ces théories impuissantes sont d'ailleurs destinés à se rallier au moment décisif : « nous avons fait tout ce que nous avons pu humainement faire pour éviter la guerre ; maintenant qu'elle est là, il n'y a pas d'autre solution que de la mener à fond sous peine de périr ! ». C'est cette justification qu'ont déjà donnée les chefs traîtres de la social-démocratie en 1914, puis les staliniens en 1939. C'est celle que serviront tous les pacifistes demain, si une nouvelle guerre devait éclater.

Si la guerre est évitable, c'est sur un autre terrain que celui du capitalisme. La condition absolue pour la bannir à jamais est la révolution communiste, qui détruira les rapports sociaux qui la provoquent. L'alternative est bien **ou guerre impérialiste ou guerre civile révolutionnaire**. Il n'y a aucune place pour la paix tant que subsiste le capitalisme.

\*

La meilleure preuve que la paix impérialiste n'est qu'une trêve entre deux guerres est que les drapeaux sous lesquels les croisades se préparent aujourd'hui, à savoir d'un côté la « défense du socialisme », de l'autre celle des « droits de l'homme », flottaient déjà hier sur le champ de bataille, alors que les 70 millions de morts de la dernière boucherie impérialiste n'étaient pas encore tous enterrés.

Il y a une différence cependant avec hier. Le drapeau du « socialisme » russe a bien pâli : rares sont aujourd'hui ceux qui attendent la libération de l'esclavage capitaliste de l'avance victorieuse d'une « Armée rouge » qui a suffisamment montré son vrai visage d'armée de rapine et d'oppression. Il est aujourd'hui plus facile aux prolétaires de Birmingham ou

du Caire de se rendre compte qu'à Varsovie et à Kharkov leurs frères de classe subissent le même joug. Le drapeau des « droits de l'homme » n'est pas plus reluisant : c'est sous ses plis que l'Amérique a hier soutenu le Chah avant qu'elle ne trouve le moyen de le mettre discrètement de côté. C'est en arborant ce drapeau que l'Internationale des flics mène sa chasse bestiale au « terrorisme », c'est-à-dire en réalité à toute tentative de révolte contre l'ordre établi. La lutte contre les justifications bellicistes des deux camps pourra donc trouver un écho plus favorable aujourd'hui qu'il y a quarante ans.

Il est impossible de dire si la révolution empêchera un nouvel holocauste impérialiste. Peut-être la révolution naîtra-t-elle d'une nouvelle guerre qui, en ébranlant des Etats cuirassés à l'extrême, permettra au prolétariat, durement éduqué par les conditions terribles de la guerre et poussé à la révolte par la misère qu'elle engendre, de trouver une brèche dans le mur de la domination impérialiste.

L'histoire montre qu'aucune révolution n'a suivi la seconde boucherie impérialiste — aucune révolution prolétarienne s'entend —, mais qu'aucune résistance de classe ne s'était non plus opposée à son déclenchement. En revanche, la révolution a arrêté la première guerre mondiale, mais elle avait été précédée d'une lutte sociale et de parti qui, bien que désarmée par la trahison des chefs sociaux-démocrates, a pu resurgir en réponse aux souffrances provoquées par la guerre, autour du drapeau de la Gauche marxiste internationale.

La seule force qui peut s'opposer à la guerre, c'est la **classe ouvrière**. Et elle devient une force en luttant pour elle-même, lorsqu'elle parvient à unir ses rangs par dessus les limites d'entreprise, de nationalité, de race, dans la lutte contre le capitalisme, et qu'elle se fonde

en une **armée prolétarienne internationale unique**. Ce qui exige la lutte sans pitié du parti communiste révolutionnaire contre toute solidarité d'entreprise, tout patriotisme, contre le chauvinisme et le social-impérialisme, contre tous les rêves d'harmonie entre les classes et de réforme sociale.

C'est parce que la crise apporte avec elle le danger de la renaissance de la **guerre des classes** que la bourgeoisie renforce chaque jour davantage ses hiérarchies militaires, fortifie ses corps de répression et fait sauter toutes les barrières hypocrites entre police et justice. C'est pour cela qu'elle perfectionne sans cesse ses instruments de terreur et de mensonge, qu'elle tend à militariser la production et toute la vie sociale, en laissant démocratiquement à ses larbins réformistes le soin de démontrer à une classe ouvrière qu'ils paralysent, qu'en se mettant en mouvement elle risquerait de déclencher les foudres d'un adversaire trop puissant.

C'est la tâche des communistes révolutionnaires que d'aider la classe à **prendre conscience de sa propre force**. Grâce à la formidable concentration que réalise le capitalisme, à l'uniformisation toujours plus grande de ses conditions de vie à l'échelle internationale, au caractère puissamment imbriqué de la vie de tous les pays, aux gigantesques moyens dont elle dispose en tenant les leviers de la production et en fournissant les troupes des armées capitalistes ; grâce aussi à sa capacité de discipline, d'abnégation et d'enthousiasme, la classe ouvrière peut avoir une force bien plus grande que son adversaire, pourvu qu'elle soit cimentée par le but commun, le programme unique mondial du communisme, et dirigée par son parti.

Prolétaire, si tu veux la paix du monde, prépare la guerre de classe !

## En Italie

### Offensive patronale et réformiste

(suite de la page 1)

secrétaire général de la CGIL, dans l'Unità du 11-9-79), telle est la voie de la fameuse « justice sociale ».

C'est ici qu'entre en scène Berlinguer, certainement pas pour ramener le syndicat sur les rails de la lutte intransigeante de classe, ou le parti (qui a moins d'inquiétudes à avoir, car il peut compter sur une fidèle clientèle électorale petite-bourgeoise) sur la voie de la préparation révolutionnaire, mais pour sauver le réformisme et rendre grâce à lui à la classe dominante, par un autre chemin le même service que celui qu'invoquait sans détours Amendola :

« Je suis entièrement d'accord, dit Berlinguer (et il ajoute, pour celui qui n'aurait pas compris tout le suite : « et cela devrait aller de soi »), avec l'idée que la tâche de sauver le pays est aujourd'hui à l'ordre du jour ». Berlinguer est donc d'accord — et il a même été le premier à les réclamer — avec la nécessité des sacrifices, de la rigueur, des restrictions. Mais, ajoute-t-il, si le syndicat et le parti se contentent de réclamer cela, « le premier résultat que nous obtiendrons serait qu'en quelques jours ou en quelques semaines nous aurions contre nous la rue, des assemblées ouvrières, des manifestations » (Discours du 17-11.) Nous devons au contraire (et le syndicat doit faire de même) « ne jamais séparer » l'appel constant aux sacrifices par les ouvriers et l'agitation incessante de « nos objectifs » de transformation interne de la société, pierre par pierre, jour après jour, et faire « une œuvre de justice sociale et de moralisation », en élevant « la qualité de la vie » et en modifiant « les rapports de pouvoir ». C'est seulement ainsi que nous pourrions « demander — toujours au nom de l'équité — les efforts même les plus durs ».

Vive la sincérité !, se sont écriés les plumitifs de toute la gamme démocratique à propos d'Amendola. Vive la sincérité ! disons-nous à propos de Berlinguer, qui exprime encore mieux les prétentions réformistes des bourgeois. Récemment, le président de la Commission Economique de la CEE déclarait : « L'Europe est entrée dans une décennie de rigueur et de vigilance. Rigueur et vigilance qui seront d'autant plus acceptables qu'il y

aura plus de justice sociale et plus d'égalité dans la répartition des charges » (La Stampa, 20-11-79). N'est-ce pas le même son de cloche à « droite » et à « gauche » ?

\*

La leçon, pour les prolétaires, est claire : si le discours d'Amendola et du patronat sur les sacrifices et rien que les sacrifices est réactionnaire, celui du réformiste Berlinguer sur les sacrifices assortis d'une transformation sociale l'est tout autant, et même davantage, parce que plus hypocrite. Le sujet de ces deux discours ce n'est pas la classe ouvrière : c'est la patrie, donc le capitalisme, donc la bourgeoisie. La seule différence, c'est que dans le premier la patrie n'a pas d'adjectifs, tandis que dans le second elle est juste, bienfaisante, tendanciellement socialiste. Dans le premier, la patrie est une mère dure sévère, implacable ; dans le second, c'est une courtisane tout sourire et clins d'œil. L'une et l'autre sont l'incarnation du capital et de sa domination impitoyable. Mais les prolétaires ne doivent pas en rester à cette constatation d'une partie qui se termine par zéro partout. La vérité c'est que le réformisme, prêché hier par les Turati et les Jaurès, aujourd'hui par les Berlinguer et les Marchais, est la nécessaire préparation du coup de massue d'Amendola et du patronat. Dans les vicissitudes de l'économie capitaliste, il a une marge de manœuvre toujours plus étroite, et qui, un beau jour, finit par disparaître tout à fait : alors il ne reste plus sur le tapis que les « efforts » et les « sacrifices », les « restrictions » et les « renoncements », désormais sans adjectif et sans voiles mystificateurs, avec pour seule estampille les impératifs catégoriques de l'accumulation élargie du capital et de la défense de la patrie. Ce qui, comme les prolétaires l'ont appris à travers une longue expérience, signifie la misère, la violence, la terreur, la guerre.

C'est pourquoi il est urgent de reprendre le chemin de la défense inconditionnelle des conditions de vie et de travail du prolétariat avec les moyens et les méthodes de la lutte intransigeante de classe. C'est pourquoi, dans cette bataille défensive, il est urgent de se préparer à une lutte bien plus vaste et plus radicale, la lutte pour la révolution et la dictature du prolétariat.

### FIAT-TURIN : Du chantage syndical à la résistance ouvrière

Comme nous l'avons montré dans notre dernier numéro, si avec le licenciement des 61 la FIAT s'est proposé ouvertement de « ramener l'ordre dans l'usine », elle a d'autre part donné au syndicat une nouvelle occasion de mettre en œuvre sa campagne contre l'usage de la violence dans la lutte de classe. La Fédération de la métallurgie CGIL-CISL-UIL a en effet aussitôt déclaré qu'elle défendrait les « innocents », en laissant à la magistrature la tâche de punir les coupables de « violences ». En même temps, elle mettait les licenciés devant l'obligation de signer une déclaration où ils affirmèrent « accepter les valeurs fondamentales dont s'inspire l'action du syndicat, et en particulier partager sa condamnation non seulement du terrorisme, mais de toute pratique de vexation et d'intimidation », s'ils voulaient être défendus par les avocats du syndicat.

Naturellement, le syndicat ne s'est pas arrêté à la première réaction des 61, qui ont tout d'abord refusé en bloc ce chantage. Par des contacts individuels, en mettant dans la balance tout le poids de son organisation, il a travaillé à briser le front. Et il faut dire que dans ce travail il a pu compter sur l'appui précieux des différentes organisations d'« extrême gauche » où militaient beaucoup des licenciés. De Lotta Continua à la IV<sup>e</sup> Internationale, de Lotta Comunista à Democrazia Proletaria et à Autonomia Operaia, ces groupes n'ont su donner à leurs militants d'autre indication que celle de courir s'abriter sous les ailes du syndicat. Et leur responsabilité est d'autant plus grande que beaucoup d'ouvriers ont finalement signé le document sans l'approuver. Pour certaines de ces organisations, c'était là le couronnement logique de leur ligne suiviste vis-à-vis de l'opportunisme syndical. Quant à Autonomia Operaia elle a clairement montré à cette occasion le vide qui se cache derrière ses propositions « radicales ».

Le fait que 10 licenciés aient refusé malgré tout de capituler à une grande importance politique, qui dépasse le résultat immédiat que leur lutte pourra donner, en montrant qu'il est possible de réagir à la ligne syndicale de subordination des intérêts ouvriers à la productivité et à la défense de l'économie nationale. Comme ils l'ont dit le 3 novembre au meeting du Palais des Sports de Turin,

provoquant les applaudissements de milliers de jeunes et de travailleurs, au grand dépit du SO syndical : « Nous refusons de signer, car nous refusons la méthode qui consiste à imposer des critères politiques comme moyen de sélectionner et de diviser les licenciés. Nous ne pouvons accepter d'adhérer aux valeurs fondamentales du syndicat, etc., car ces valeurs se traduisent aujourd'hui par la ligne des sacrifices, de la cogestion, de la productivité, de la lutte contre toutes les expressions d'organisation et d'opposition autonomes à l'usine. On veut nous faire porter le chapeau du terrorisme pour nous criminaliser, mais le contenu réel de cette manœuvre est la volonté précise de la Fédération de la Métallurgie de briser tous les contenus et les formes de lutte qui sont le patrimoine historique de la classe ouvrière ».

Le 10 novembre, à l'initiative des 10, dans un cinéma de Turin, se tenait une assemblée à laquelle participaient différentes tendances. Autonomia Operaia était venue en force, voyant dans la réunion une occasion de relancer l'initiative d'un parti de l'Autonomie, avec l'objectif — plusieurs fois énoncé par ses théoriciens — de modifier la constitution de l'Etat : elle prétend y insérer ce qu'elle appelle « l'aire de la subversion sociale », les fameux « ouvriers sociaux », c'est-à-dire tous ceux qui, considérant que leurs « besoins » ne sont pas satisfaits, désirent obtenir d'une façon ou d'une autre des subsides de l'Etat bourgeois, capable désormais, dit-elle, de maltriser la crise et de produire de la richesse à volonté. A la même réunion participaient également des représentants de divers groupes et collectifs d'usine, plus ou moins politisés, dont le but était au contraire de procéder à la constitution d'un organisme de lutte contre les licenciements. Le heurt entre les deux tendances était inévitable.

Les porte-parole d'Autonomia, tout en taisant le fait que les membres de leur organisation avaient signé le document syndical, se livraient à toutes sortes d'élucubrations sur l'imminence d'un communisme qui serait réalisé à travers la lutte pour les « besoins » menée par toutes sortes d'individus éparpillés sur le territoire. Les représentants de l'autre tendance, parmi lesquels des militants de no-

(suite page 4)

# Le CCI ou la phobie de l'autorité (2)

Le début de cet article a paru dans le n° 301 du Prolétaire.

« Les conditions de la victoire du pouvoir prolétarien dans la lutte pour la réalisation du communisme ne se trouvent pas tant dans l'utilisation rationnelle des compétences pour les tâches techniques, que dans le fait que l'on confie les charges politiques et le contrôle de l'appareil d'Etat à des hommes qui font passer l'intérêt général et le triomphe final du communisme avant les intérêts limités et particuliers des groupes [...]. La dictature du prolétariat sera donc la dictature du Parti Communiste, et celui-ci sera un parti de gouvernement dans un sens totalement opposé à celui des vieilles oligarchies, car les communistes endosseront les charges qui exigeront le maximum de renoncement et de sacrifice, et prendront sur eux la part la plus lourde de la tâche révolutionnaire qui incombe au prolétariat dans le dur travail qui enfantera un monde nouveau » (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920, dans Défense de la continuité du programme communiste, p. 19).

L'autre aspect essentiel de la phobie anarchisante de l'« autorité » c'est, à côté de la phobie de l'Etat, celle du rôle dirigeant du parti. Pour le marxisme, la dictature du prolétariat ne saurait être elle-même que grâce à la direction du parti révolutionnaire. C'était déjà la leçon de la Commune de Paris : « Avant de réaliser une transformation socialiste, il faut une dictature du prolétariat, et l'armée prolétarienne est une condition primordiale de celle-ci [...]. Le rôle de l'Internationale est d'organiser et de concentrer les forces prolétariennes pour le combat qui les attend » (Marx, Discours pour le 7<sup>e</sup> anniversaire de la 1<sup>re</sup> Internationale, 1871).

Ce sera la leçon de la révolution d'Octobre et le pilier central autour duquel se constituera l'Internationale Communiste : « Le marxisme enseigne — ce que confirment de façon formelle l'Internationale Communiste tout entière dans la résolution du II<sup>e</sup> congrès de l'IC (1920) sur le rôle du parti politique du prolétariat, mais aussi notre révolution dans la pratique — que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire de le diriger politiquement et, par son intermédiaire, de guider toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible » (Lénine, Avant-projet de résolution du X<sup>e</sup> congrès du PCR sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti, 1921, Œuvres, tome 32, p. 257).

## Dictature et parti

Cette conception de la dictature du prolétariat dirigée par le parti repose sur une vision matérialiste, non idéalisée, de la classe ouvrière, composée, comme dit Trotsky, de « différentes couches », avec des « niveaux de développement » variés (Terrorisme et communisme, 1920). C'est cette direction par le parti — « organe dont les caractéristiques se rapprochent le plus d'une collectivité unitaire homogène et solidaire dans l'action » (Le principe démocratique, 1922, dans la brochure Parti et classe, p. 82) qui est seule capable de donner au prolétariat son « unité de volonté, d'orientation, d'action » dans sa lutte contre les tentatives de restauration de la bourgeoisie et contre les oscillations de la petite-bourgeoisie, dont lui-même n'est séparé par aucune muraille de Chine. C'est elle qui est seule capable d'assurer le triomphe des intérêts généraux de la classe, « en réduisant au minimum la pression des intérêts limités des petits groupes » (Dictature prolétarienne et parti de classe, 1951, *ibidem*, p. 99). Pour la même raison c'est le parti — et même l'Internationale — qui, d'après Lénine, est appelé à arbitrer les éventuels conflits surgissant entre le prolétariat et son Etat. Enfin c'est cette direction par le parti — organisé à l'échelle internationale — qui seule peut assurer que l'Etat prolétarien obéit aux intérêts internationaux de la classe ouvrière, et non à des intérêts nationaux.

Le caractère extrêmement centralisé et unitaire de la dictature assurée par le parti ne s'oppose d'ailleurs nullement à la plus intense participation des larges masses prolétariennes à la direction de l'Etat. Dirigés par le parti, les Soviets se révèlent même, d'après Lénine, comme d'instimables organes d'éducation, susceptibles d'entraîner dans la vie politique des couches de plus en plus larges du prolétariat. C'est pourquoi Lénine pouvait à la fois défendre, sans aucune contra-

diction, et la « dictature d'un seul parti », et le rôle irremplaçable des Soviets.

Obnubilé par le prétendu principe démocratique, qui va de pair, sur le plan théorique, avec le plus pur idéalisme, le CCI ne saurait évidemment admettre le rôle de direction et d'organisation du parti dans la dictature, pas plus d'ailleurs qu'avant et pendant la révolution : « C'est la classe ouvrière dans son ensemble [...] qui seule peut exercer le pouvoir dans le sens de la transformation communiste de la société : contrairement aux classes révolutionnaires du passé, elle ne peut déléguer son pouvoir à une quelconque institution particulière, à aucun parti politique, y compris les [nous apprécions le pluriel!] partis ouvriers eux-mêmes » (Revue Internationale, n° 11, p. 23). La raison en est l'opposition totalement abstraite et métaphysique (que nous avons déjà analysée ailleurs : cf. Le Prolétaire n° 264) entre « minorité de la classe » et « totalité de la classe » : la subordination de la « partie » au « tout » selon le plus pur démocratisme, c'est-à-dire l'idéologie la plus platement bourgeoise.

C'est au nom de cet idéalisme rien moins que nouveau, que le CCI condamne les « imprécisions [...] de Marx sur le problème de l'Etat et sur la nature et le rôle du parti » (le pauvre, comme tous les révolutionnaires d'avant la première guerre mondiale, n'avait « pour expérience que des révolutions bourgeoises » ! (Revue Internationale, n° 17, p. 21). C'est au nom de ce même idéalisme qu'il condamne « les confusions politiques du Parti bolchévique [sur cette même question, confusions qui] ont accéléré le processus de la dégénérescence de la révolution et leur propre passage dans le camp du capital » (*ibid.* p. 24). La contre-révolution stalinienne est ainsi attribuée à la conception marxiste du parti, alors qu'elle en fut le reniement. « Le parti ne peut « diriger » l'Etat sans devenir lui-même un organe d'Etat » (*ibid.* p. 28) : la conception léniniste — le parti dirigeant l'Etat — est grossièrement confondue avec la conception et la pratique stalinienne — le parti organe ou instrument de l'Etat, et donc intégré ou subordonné à l'Etat —, qui est exactement le contraire. Ce qui revient, soit dit en passant, à justifier Staline (\*).

C'est au nom de ce même idéalisme que, faisant de la révolution une question de for-

mes d'organisation, le CCI porte aux nues les Soviets, expression de la « totalité » de la classe, et qu'il intime au parti l'ordre de ne pas sortir du rôle de simple éclairer des consciences, de ne pas « chercher le pouvoir » (6 Pannekoek! — *ibid.*, p. 29) ni « utiliser la répression physique sur un secteur de la classe », sous peine d'« affaiblir la révolution et pervertir sa propre essence », reprenant ainsi en écho le mot d'ordre typique qui — lancé par les cronstadtiens et repris par les grands bourgeois à la Milioukov — était devenu en 1921 le cri de ralliement de la contre-révolution : « les Soviets sans les bolchéviks ! ».

## Révolution simultanée ?

Enfin, logiquement, le rapport entre dictature prolétarienne dans un pays et parti mondial est lui aussi inversé : de même que les intérêts immédiats sont placés au-dessus des intérêts historiques de la classe, la fraction nationale de celle-ci qui a pris le pouvoir est placée au-dessus de son organe mondial. Et le CCI de tomber dans la perplexité que lui vaut la contradiction entre son démocratisme et l'« internationalisme » qu'il affiche : si le parti est un parti mondial, « comment peuvent faire les ouvriers dans un bastion pour maintenir leur contrôle sur un organe qui est organisé au niveau mondial ? » (Revue Internationale, n° 17, p. 26) !!

A moins que la solution ne réside dans le vieux mythe, si cher aux sociaux-démocrates du passé (et qui leur servait à renvoyer la préparation révolutionnaire aux calendes grecques), de la « révolution simultanée », qui résoudrait d'un coup de baguette magique le problème de la défense du pouvoir prolétarien contre la bourgeoisie mondiale... Le CCI n'affirme-t-il pas que « c'est de fond en comble et à l'échelle mondiale que celui-ci [l'Etat bourgeois] doit être détruit pour que puisse s'ouvrir la période de transition du capitalisme au communisme » (c'est-à-dire non pas le socialisme, mais bien la dictature du prolétariat) (Revue Internationale, n° 11, p. 23) ? Et n'en déduit-il pas que « l'expérience du prolétariat en Russie était condamnée à l'échec du moment qu'elle n'était pas parvenue à s'étendre mondialement » (Revue In-

ternationale, n° 11, p. 32) ? S'il est vrai, en effet, que le pouvoir prolétarien ne pouvait se maintenir à la longue si la révolution mondiale ne venait pas à son aide en temps voulu, les délais assignés par le CCI à cette extension (il cite comme preuve de cette « condamnation » les événements de 1917-21) montrent bien que pour lui la révolution devait être ou « simultanée » ou périr. Ce qui revient encore une fois, et à faire ignominieusement de Lénine le précurseur de Staline, et à accrédiiter l'idée qu'en l'absence d'internationalisation de la révolution dans des délais très brefs, il fallait alors quitter le pouvoir. En 1926, contre les sarcasmes des partisans du « socialisme dans un seul pays », Trotsky, lui, cria qu'il croyait dans la révolution mondiale, dans laquelle reposait en dernière instance le sort de la révolution russe, mais qu'il fallait l'attendre en restant au pouvoir, même si elle devait tarder encore pendant cinquante ans (cf. « Le marxisme et la Russie », dans Programme Communiste, n° 68, p. 24).

A la leçon défaitiste de la contre-révolution tirée par le CCI nous opposons la nôtre, tirée dès 1926 et insérée en 1951 dans notre programme de parti : « La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'œuvre de transformation sociale — dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays — ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir » (Thèses caractéristiques du Parti, dans Défense de la continuité du programme communiste, p. 170).

Là est le véritable internationalisme, inséparable de l'anti-démocratisme marxiste.

(\*) Le problème des rapports entre parti et Etat en Russie était un problème crucial, qui réclamait, pour être correctement résolu, une politique juste et lucide. Comme le disait Trotsky en 1924 dans Cours nouveau : « Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et, par conséquent, de son Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans le fonder dans l'appareil bureaucratique de l'Etat » (commenté dans « La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale », Programme Communiste, n° 74). Ce problème réel n'est même pas effleuré par le CCI, qui le remplace par une pétition de principe métaphysique (et donc une conception fataliste du cours historique de la révolution en Russie), analogue finalement à la vieille pétition de principe des anarchistes : le pouvoir corrompt !

# Qui trahit les luttes ?

Nos camarades ont répondu par un tract aux attaques hystériques des bonzes opportunistes contre les « gauchistes » de la section CGT du CTA de Créteil. On y démolit d'abord la tentative du PCF de se donner des airs radicaux en dénonçant la collaboration de classe... du PS.

« C'est le PCF qui a trompé les ouvriers durant toutes ces années en expliquant que sous sa pression le PS était redevenu un parti défenseur des travailleurs. C'est encore lui qui a freiné toutes les luttes syndicales pour ne pas effrayer un électoralat tenté par un gouvernement PC-PS en mars 78. Et cette politique n'est pas nouvelle. Le PCF accuse le PS de s'allier au RPR. Soit, mais le PC lui-même, après avoir participé à la guerre impérialiste, ne s'est-il pas allié aux gaullistes de 45 à 47 dans les gouvernements d'Union Nationale, pour faire accepter aux travailleurs les sacrifices inhumains de la « reconstruction » économique, dans le même temps où la grande bourgeoisie s'engraissait sans vergogne en spéculant sur les affreuses destructions de la guerre !

Aux mineurs de Waziers, en grève contre la famine, la misère et les exactions de la maîtrise, Thorez, secrétaire général du PCF, ira dire le 22-7-1945 : « Il est impossible d'approuver une grève des mineurs en cette période. 30.000 tonnes de charbon ont été perdues. C'est une faute grave contre le pays. Retrouvez vos manches : produire, faire du charbon, c'est la forme la plus élevée de

votre devoir de classe, de votre devoir de Français ».

C'est Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, qui disait par tract à ces mêmes mineurs : « Quand, dans chaque puits de mine, auront été fixées la tâche et responsabilité de chacun, que chacun se mette au travail et qu'il n'y ait plus de trainard, que chacun produise sa norme ! ». C'est ce prophète de la production à tout prix au profit des capitalistes qui donne son nom à la cellule du PCF du CTA !

C'est toujours le PCF qui en 1956, déjà au nom d'une éventuelle Union de la Gauche, vota à l'Assemblée les pouvoirs spéciaux au gouvernement Mollet. Ces pouvoirs permirent de financer l'intervention de l'armée française en Algérie, le rappel et l'équipement des réservistes, les massacres et les tortures de la pire des guerres coloniales menées par l'impérialisme français !

Il ne faut donc pas s'étonner si ces « orthodoxes »-là attaquent

« l'irresponsabilité des « gauchistes » qui entraînent le personnel dans le « cycle infernal sanctions-grève-sanctions » et qui « s'en prennent à l'encadrement ». Voilà bien résumée la position typique du réformisme légaliste et capitulaire. Ainsi, on reproche aux travailleurs du CTA d'avoir lutté, par la grève, l'occupation des locaux, les piquets de grève, etc., et pour cela d'avoir été sanctionnés ! ».

Après avoir montré l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière, et le rôle qu'y

jouent les forces de collaboration de classe, le tract conclut :

« Notre adversaire principal, à nous, communistes, c'est la bourgeoisie et son système capitaliste. Mais lutter pour le communisme, et même simplement pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs, exige de lutter de façon intransigeante contre l'orientation et les méthodes des partis comme le PCF, qui ont depuis longtemps usurpé le nom de « communistes ».

Ces partis, qui traitent aujourd'hui de provocateurs et de fous les travailleurs qui, comme au CTA, n'hésitent pas à braver la répression et la police pour défendre leurs conditions de vie et de travail, seront plus encore demain, comme ils l'ont été dans le passé, de farouches adversaires de toutes tentatives véritables d'émancipation des travailleurs du joug capitaliste.

C'est pourquoi notre Parti, dans les luttes syndicales et politiques combat AUSSI l'orientation des groupes d'extrême gauche qui refusent de rompre clairement avec les positions, l'activité et les directions de ces partis et directions syndicales réformistes.

Contre les déserteurs de la lutte de classe et leurs insultes anti-prolétariennes, notre Parti affirme que les travailleurs sauront retrouver le chemin de la défense indépendante de leurs intérêts d'exploités et parviendront à mettre à bas par leur organisation et leurs luttes l'abject système d'exploitation capitaliste.

C'est dans ce sens que nous militons. »

## Polémique PC-PC

France Nouvelle et la Nouvelle Critique vont fusionner. Il y a quelques jours le comité de rédaction s'est réuni pour discuter du titre de la nouvelle publication. Elleinstein a proposé un titre mou et tous azimuts, Regards, qui correspond bien à l'idéologie pluraliste et démocratique du PC, mais qui a le tort de ne pas faire illusion. Le comité central n'est pas tombé dans le panneau. La nouvelle revue s'appellera Révolution. Ce titre fait problème, a déclaré Elleinstein. Pas du tout, a répliqué Marchais, le PC est un parti révolutionnaire. Elleinstein n'a rien répondu. Tout bien pesé, ce titre provocateur n'est pas très dangereux : comme les termes de « dictature du prolétariat » ou de « communisme », il n'a plus aucune signification pour les lecteurs de ces revues.

# Sur la riposte à l'offensive anti-immigrés

La loi Bonnet donnant toutes les justifications juridiques — s'il en était besoin — pour la répression anti-immigrés est repassée devant l'Assemblée alors même que l'offensive bestiale contre la lutte des foyers a atteint son sommet, avec la complicité entière des partis de gauche et des appareils syndicaux.

## Réunion de lecteurs

### A LYON-VILLEURBANNE

● Le jeudi 20 décembre, à 20 h 30, 2, impasse Métral, VILLEURBANNE

(Métro REPUBLIQUE)

● LES LEÇONS DE LA LUTTE DES FOYERS

● LES BASES DE LA LUTTE CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION

### Permanence à Paris

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980 la permanence du dimanche matin sera supprimée et remplacée par une permanence le mercredi soir de 18 h à 20 h.

Avec la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre à Paris, organisée à l'appel du Collectif de Garges (regroupant le Comité de Coordination des foyers, des sections syndicales et des organisations de l'immigration), s'est élevée la seule voix ouvrière s'opposant à cette offensive féroce et dénonçant l'attaque menée contre toute la classe ouvrière et le contrôle de l'immigration.

Comme il était prévisible, les manœuvres sectaires et l'attitude provocatrice d'un groupe comme l'UCF qui, pendant toute la préparation de la manifestation, avait cherché, pour les raisons publicitaires habituelles, à s'imposer comme co-organisatrice de la manifestation sans en accepter ni l'appel, ni les mots d'ordre, devaient mener à un affrontement avec le SO du Collectif qui fut attaqué par l'UCF aux cris de « A bas la police syndicale »! Celui-ci se trouvait d'ailleurs en porte-à-faux, n'ayant pu éviter que des groupes ne respectant pas non plus le caractère de la manifestation, comme les maoïstes ou la LCR — qui remplaçaient les mots d'ordre de classe communs par ses ignobles appels à l'unité avec les partis de gauche et les appareils syndicaux — ne se glissent dans ses rangs.

Cette manifestation, où étaient présentes les forces les plus disparates, comme les GISTI, ASTI, MAN, PSU, LCR, etc., a vu le retour en force de tous ceux qui manœuvraient dans les CUFU et les Comités de Soutien à la lutte des foyers à ses débuts et qui profitent aujourd'hui de son affaiblissement pour revenir et tenter d'étouffer le Collectif.

d'hui de son affaiblissement pour revenir et tenter d'étouffer le Collectif.

Dependant, aussi ténues soit-elles, les forces cherchant à se placer sur le terrain de la lutte de classe existent. Si le nombre des travailleurs présents était moins élevé que lors des manifestations précédentes du Comité de Coordination, du fait de l'offensive sans précédent qui s'abat contre la lutte des foyers et de la faiblesse des forces réelles qui se regroupent autour du Collectif de Garges, les mots d'ordre revendiquant l'égalité des droits, de lutte contre le contrôle de l'immigration et, par-dessus tout, l'unité et la solidarité de classe entre prolétaires français et immigrés, étaient repris avec une grande combativité par toute la tête du cortège.

Il dépendra de l'orientation qui sera donnée au sein du Collectif, ou bien de se laisser paralyser par les tendances qui cherchent à faire le pont avec l'opportunisme, ou bien de réussir à faire naître de ce début de contacts entre travailleurs des foyers et des entreprises une organisation ouverte et non éphémère visant à recréer les liens à la base indispensables pour préparer une défense de toute la classe contre les discriminations et la répression. L'issue de cette bataille d'orientation qui se mène aujourd'hui sous les coups de l'offensive bourgeoise dépend aussi de l'aide de tous les prolétaires conscients de la nécessité d'opposer au front uni de la bourgeoisie et des réformistes un front de lutte prolétarien.

## programme communiste

n° 81

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)
- L'Afrique, proie de l'impérialisme :
  4. La mainmise sur les matières premières
- Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisme
- Marcuse, prophète du bon vieux temps.

## Souscription permanente

LISTE N° 4

Grenoble : 28 ; Lille : 1.371 ; Lyon : 160 ; Rouen : 390 ; un abonné : 80 ; Strasbourg : 1.529 ; Paris : 5.998 ; Toulon : 18 ; Cechino : 10 ; pour la presse : 151.

TOTAL ..... 9.735 F  
TOTAL PRECEDENT ..... 28.773,50 F  
TOTAL GENERAL ..... 38.508,50 F

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, soit les 14 janvier, 11 février, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 15 décembre, 5 et 19 janvier, etc.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, soit les 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

● A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 et 16 décembre (il n'y aura pas de permanence le 30 décembre : les permanences reprendront régulièrement tous les quinze jours à partir du 6 janvier).

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit le 16 décembre, puis les 6 et 20 janvier, etc.

● A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 janvier, 3 février, etc.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois, soit les 8 et 22 décembre, 12 et 26 janvier, etc.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980 la permanence du dimanche matin sera supprimée et remplacée par une permanence le mercredi soir de 18 h à 20 h.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 16 décembre, 20 janvier, etc.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 décembre, etc.

● A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 2 décembre (exceptionnellement il n'y aura pas de permanence le 16 décembre), 30 décembre, etc.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

# Prud'hommes : des élections pour dévoyer la lutte

(suite de la page 1)

interventions des fonctionnaires de l'Etat. Juridiction moins rébarbative, directe, sans avocat obligatoire, moins bardée de formalisme et de paperasserie, gratuite et plus rapide, avec des juges — au moins la moitié d'entre eux — plus favorables aux travailleurs, et informés des conditions de la vie locale, donc du contenu réel des conflits, les conseils de prud'hommes permettaient aux travailleurs qui y participaient de se mettre au courant des lois, et de donner une certaine publicité à ce qui se passait réellement dans les fabriques.

Par ailleurs, Lénine montrait que, dans la Russie de 1899, les conseils de prud'hommes, que l'Etat refusait d'instaurer, auraient représenté une première participation des ouvriers à la vie publique. Dans un pays où la révolution bourgeoise restait encore à faire, et les droits démocratiques à arracher, cette revendication se présentait comme une « parcelle d'une revendication beaucoup plus large et plus radicale : la revendication de droits politiques pour le peuple, c'est-à-dire le droit de participer à la direction des affaires publiques ».

Qu'en est-il aujourd'hui de la protection des ouvriers contre l'arbitraire patronal par une juridiction plus accessible ? Il est vrai que les prud'hommes sont, en pratique, le principal recours dans les petites entreprises, les travaux dispersés (agriculture, services, etc.), où il est matériellement difficile ou impossible d'organiser une résistance collective. Ils permettent, par exemple, à certains

travailleurs, non pas d'échapper au licenciement, mais, plus fréquemment, de toucher tout ou partie des compensations financières que l'employeur peut essayer d'économiser. On ne peut donc proscrire le recours individuel aux prud'hommes dans certaines situations. Mais, tout d'abord, à mesure que l'institution se développait, les jugements des prud'hommes ont beaucoup perdu en rapidité et en simplicité. D'autre part, il faut ajouter qu'on ne peut plus guère en attendre davantage que de l'ensemble des juridictions bourgeoises. C'est si vrai que si un conseiller aux prud'hommes se risque à interpréter la loi dans un sens trop favorable aux ouvriers, pire, à la critiquer en montrant son caractère de classe, il s'expose à des sanctions et procès pour offense aux tribunaux !

L'évolution historique est d'un poids encore plus déterminant s'il s'agit d'apprécier l'importance de ces élections et de la participation aux conseils pour le mouvement ouvrier et les intérêts collectifs du prolétariat. Il est bien naturel que la bourgeoisie ait toujours cherché à faire des prud'hommes un gage de la prétendue objectivité d'un Etat au-dessus des classes, et un amortisseur des luttes sociales : elle envoie régulièrement ses ministres aux congrès des prud'hommes rappeler que cette institution « a rendu tant et de si grands services à la paix sociale »...

Mais, après plus de cinquante ans de contre-révolution, les prud'hommes sont utilisés dans ce sens également par les bureaucraties syndicales qui orchestrent aujourd'hui leurs tapageuses campagnes de bou-

tiq. « Exprimez votre colère en votant », recommandent les affiches de la CGT. En votant, et surtout pas par la grève prolongée, ou l'autodéfense autonome des ouvriers, que la CGT s'empresse, comme à Alstom, d'aller dénoncer à la police... « Votez CFDT ! » répète depuis plus de 6 mois la centrale d'Edmond Maire, pour « renforcer les droits sociaux, transformer le travail, transformer le droit » (Appel aux cadres, dans *Syndicalisme-Hebdo* du 27-9-79), pure vantardise d'ailleurs, qui revient en fait à ajouter quelques mailles au « tissu de négociations » que la CFDT propose désormais comme but et horizon de la lutte immédiate. Et c'est effectivement sur la voie de garage du recours aux prud'hommes que les syndicats s'efforcent d'orienter les luttes dont l'origine est un problème « individuel », même s'il est typique d'une situation générale (renvoi de travailleurs malades), et même dans de grandes entreprises (Renault) où il serait possible d'appeler à une lutte collective à la fois plus efficace et plus féconde.

Dans la disposition actuelle des forces, les conseils de prud'hommes sont un engrenage supplémentaire dans le vaste jeu de la collaboration de classes, où l'Etat bourgeois trouve dans l'opportunisme stalinien et social-démocrate ses indispensables compères. Et ce n'est évidemment pas sur le terrain des élections aux prud'hommes, mais sur celui de l'action directe que les prolétaires combattifs peuvent entreprendre de faire sauter les mailles de ce filet destiné à paralyser la constitution dans les luttes de leur force de classe.

# FIAT-TURIN : Du chantage syndical à la résistance ouvrière

(suite de la page 2)

tre Parti qui travaillent dans des organismes ouvriers de base, soulignaient au contraire la nécessité d'organiser un début de résistance ouvrière contre l'offensive bourgeoise, en affirmant la réalité de la crise, et en revendiquant la nécessité de lutter contre les licenciements sur la base d'un front de classe opposé à l'Etat démocratique comme aux partis et syndicats de collaboration de classe.

Du fait même de la constitution d'un noyau classiste parmi les licenciés, l'affrontement devait s'exacerber au point de contraindre l'Autonomia à montrer son vrai visage anti-ouvrier, son visage de représentants des différentes couches improductives marginalisées. Toutes les interventions qui revendiquaient le rôle central de la classe ouvrière, rappelant ainsi à l'« ouvrier social », c'est-à-dire, en fait, au petit-bourgeois, son rôle de candidat-parasite furieux de la modicité des miettes laissées par la bourgeoisie, étaient sifflées par la majorité de l'assemblée, composée surtout d'étudiants membres ou sympathisants d'Autonomia.

Finalement, celle majorité chassait les ouvriers de la salle. Ceux-ci se réunissaient alors dans un autre local, exprimant la volonté de former autour des 10 de la FIAT un organisme de défense qui constituerait un point de référence pour la lutte contre tous les licenciements. C'est ainsi qu'allait naître au cours de la semaine suivante, préparé par des débrayages et des assemblées, un « Comité na-

tional contre les licenciements ». Nous relaterons les développements de cette initiative, à laquelle nos camarades participent activement.

## Délices

### du « socialisme » cubain

Il n'y a pas que dans les pays capitalistes occidentaux que la bourgeoisie, pour faire face à une crise, lance une offensive sur toute la ligne contre les conditions de travail de la classe ouvrière afin d'augmenter la productivité. Dans cette perle du « socialisme » qu'est Cuba, serrer la vis au prolétariat est aussi à l'Ordre du jour. C'est ce qu'a annoncé, dans son discours du 8 juillet, Fidel Castro lui-même en préconisant l'adoption à Cuba des « moyens pour imposer une discipline du travail comparable à celle qui est en vigueur dans les pays capitalistes » (Le Monde du 10-7-79). Cela signifie que le capitalisme cubain fera savourer à ses prolétaires ces délices que sont l'accélération des cadences, la guerre contre l'absentéisme, l'accroissement du despotisme d'usine, en un mot, l'augmentation de l'oppression qu'ils ont toujours subie.

Le socialisme cubain ? Un capitalisme comme les autres !

## Autoportrait d'un marxiste orthodoxe

« Karl Marx, je ne l'ai pas lu dans mon adolescence. Ensuite, je n'ai guère eu le temps de lire. Je ne dis pas que nous soyons ignorants de cette littérature scientifique : quel révolutionnaire peut affirmer n'avoir pas été influencé par Marx ? Mais je ne dirai pas non plus que nous sommes très savants sur ce sujet. J'ai lu bien davantage Rousseau que Marx. Quels penseurs m'ont influencé ? Sandino, tout d'abord, bien sûr, et Carlos Fonseca. Victor Hugo et John Steinbeck ont beaucoup aidé à notre formation morale. Miranda, Bolivar, Martí, ont aiguisé notre sens de la patrie. J'ai bien sûr médité sur l'Etat et la Révolution de Lénine, mais je n'oublie pas ce que je dois à ma mère, Ana Martinez, une femme très intègre » (Le Monde, 11-9-79).

Qui a été ainsi influencé par Marx sans l'avoir lu (télépathie ?) et qui mêle le marxisme à Rousseau, Lénine à la mamma ? Tomás Borge, qui était jusqu'ici considéré comme le représentant de l'orthodoxie marxiste dans le Front Sandiniste. Vous pouvez imaginer ce que sont les autres... !